

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

ACHETEUR :

ETAT

MINISTÈRE DES
ARMÉES

CONDUCTEUR D'OPÉRATION :

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE
(SID) SUD EST



OBJET DE L'ACCORD-CADRE :

ACCORD-CADRE POUR LA RÉALISATION DE PETITS TRAVAUX
RECURRENTS SUR LE PÉRIMÈTRE DE L'USID D'ISTRES

BASES DE DÉFENSE D'ISTRES, MIRAMAS ET D'ORANGE, SALON
DE PROVENCE

LOT 2 : RENOVATION ET ENTRETIEN DU COUVERT DU BATIMENT

RELANCE APRES DECLARATION SANS SUITE

Table des matières

PARTIE 1 – Dispositions générales de l'accord-cadre	7
Article 1 Documents contractuels de l'accord-cadre	7
1.1 Pièces particulières	7
1.2 Pièces générales	7
1.3 Pièces à remettre au titulaire	7
Article 2 Objet de l'accord cadre – Dispositions générales	8
2.1 Objet de l'accord-cadre	8
2.2 Nombre de titulaires	8
2.3 Décomposition de l'accord-cadre	9
2.4 Lieux d'exécution des prestations	9
2.5 Dispositions sociales prises au titre de l'accord-cadre	9
2.6 Dispositions environnementales prises au titre de l'accord-cadre	10
Article 3 Durée de l'accord-cadre	11
3.1 Date d'effet de l'accord-cadre	11
3.2 Durée de l'accord-cadre	11
Article 4 Exclusivité de l'accord-cadre	12
Article 5 Intervenants de l'accord-cadre	12
5.1 Représentation de l'acheteur	12
5.2 Représentation du titulaire	12
5.3 Autres intervenants	13
Article 6 Forme et notification des documents et information de l'accord-cadre	14
6.1 Communication du titulaire	14
6.2 Communication au titulaire	14
6.3 Modalités de communication au titulaire	14
6.4 Ordre de service	14
Article 7 Conditions de recours à la sous-traitance	15
7.1 Généralités	15
7.2 Déclaration de sous-traitance avant notification de l'accord-cadre	15
7.3 Déclaration de sous-traitance après notification de l'accord-cadre	15
7.4 Désignation des sous-traitants	15
7.5 Paiement des sous-traitants	16
Article 8 Sécurité et protection du secret	16
8.1 Confidentialité – Prestations intéressant la défense	16
8.2 Identification des salariés employés sur le chantier – Port d'un badge	16
8.3 Contrôle nominatif	17

Article 9 Obligations et engagements du titulaire.....	17
9.1 Obligations de répondre aux sollicitations de l'acheteur.....	17
9.2 Obligations de résultats, de conseil et de qualité	18
9.3 Protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique.....	18
Article 10 Montant de l'accord-cadre	18
Article 11 Caractère, type et forme des prix	18
11.1 Date d'établissement des prix de l'accord-cadre	18
11.2 Type et forme des prix de l'accord-cadre.....	18
11.3 Prix établis sur la base du catalogue BATIPRIX.....	18
11.4 Contenu des prix.....	19
11.5 Variation des prix de l'accord-cadre.....	21
Article 12 Modalités de paiement.....	22
12.1 Dispositions générales.....	22
12.2 Modalités de règlement des comptes de l'accord-cadre.....	22
Article 13 Pénalités.....	24
13.1 Généralités	24
13.2 Pénalités de retard	24
13.3 Autres pénalités.....	24
13.4 Inobservation de la réglementation relative à la lutte contre le travail dissimulé	25
13.5 Dispositif e-attestations	25
Article 14 Clauses de financement et de sureté.....	26
14.1 Retenue de garantie	26
14.2 Avance	26
Article 15 Approvisionnement	27
Article 16 Prestations similaires.....	27
Article 17 Modification de l'accord-cadre.....	27
Article 18 Responsabilité et Assurances	27
18.1 Garanties contractuelles	27
18.2 Garanties particulières de matériaux de type nouveau.....	28
18.3 Appel en garantie	28
18.4 Défaut à caractère systématique	28
18.5 Assurance	28
Article 19 Propriété intellectuelle.....	29
19.1 Définitions	29
19.2 Régimes des connaissances antérieures	29
19.3 Savoir-faire	29

19.4	Régime des résultats	30
Article 20 Différends et litiges.....		30
20.1	Différends	30
20.2	Contentieux - droit applicable.....	31
Article 21 Résiliation		31
21.1	Résiliation de l'accord-cadre	31
21.2	Résiliation des marchés subséquents.....	32
21.3	Effets de la résiliation	32
21.4	Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire d'un groupement conjoint.....	32
Article 22 Langue		32
PARTIE 2 – Dispositions propres aux bons de commandes.....		33
Article 23 Intervenants aux bons de commande		33
23.1	Représentant de l'acheteur.....	33
23.2	Maitre d'œuvre	34
Article 24 Modalités préalables à l'émission d'un bon de commande		34
Article 25 Forme et teneur des projets de commande		35
Article 26 Délais particuliers		36
26.1	Délai de transmission des projets de commande	36
26.2	Délai de prévenance.....	36
26.3	Délai d'exécution des bons de commande	36
Article 27 Indemnités sur les sites isolés, à contraintes d'accès ou à conditions de sécurité renforcée		37
Article 28 Pénalités spécifiques aux bons de commande		37
Article 29 Réception des bons de commandes		37
29.1	Bon de commande inférieur ou égal à vingt-cinq-mille (25 000) euros HT	37
29.2	Bon de commande supérieur à vingt-cinq-mille (25 000) euros HT.....	37
Article 30 Modalités de règlement des comptes des bons de commande		38
PARTIE 3 – Dispositions propres aux marchés subséquents		39
Article 31 Pièces contractuelles des marchés subséquents		39
Article 32 Modalités de passation des marchés subséquents.....		39
32.1	Documents de la consultation.....	39
32.2	Mode de consultation	39
32.3	Offre des soumissionnaires	40
32.4	Examen des offres	40
Article 33 Intervenants des marchés subséquents.....		41
33.1	Représentation de l'acheteur.....	41

33.2	Représentation du titulaire	42
33.3	Autres intervenants	42
Article 34 Prix des marchés subséquents		42
34.1	Forme des prix des marchés subséquents	42
34.2	Mois d'établissement des prix des marchés subséquents	42
34.3	Variation des prix des marchés subséquents	42
Article 35 Modalités de règlement des comptes des marchés subséquents		43
35.1	Répartition des paiements	43
35.2	Factures	43
35.3	Etats d'acomptes	43
Article 36 Avance des marchés subséquents		45
Article 37 Délai d'exécution – Pénalités – Primes et retenues des marchés subséquents		45
37.1	Délai d'exécution des marchés subséquents	45
37.2	Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents	46
37.3	Pénalités	47
Article 38 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits		47
38.1	Provenances des matériaux et produits	47
38.2	Caractéristiques, qualités et vérification des matériaux et produits	47
Article 39 Implantations des ouvrages		48
39.1	Plan général d'implantation	48
39.2	Piquetage général	48
39.3	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	48
Article 40 Exécution, contrôle et réception des travaux		48
Article 41 Dérogations		49

DEFINITIONS

En complément de l'article 2 du CCAG Travaux, le présent article permet de préciser l'emploi de certains termes :

- ❖ **Accord-cadre multi-attributaire** : contrat conclu entre l'acheteur et plusieurs opérateurs économiques, ayant pour objet d'établir les termes régissant les marchés subséquents à passer au cours d'une période déterminée
- ❖ **Acheteur** : personne publique contractante de l'accord-cadre
- ❖ **Titulaire** : désigne dans le présent document le ou les titulaires de l'accord-cadre.
- ❖ **Marché subséquent (MS)** : marché passé sur le fondement de l'accord-cadre
- ❖ **Représentant de l'acheteur** des marchés subséquents (RA (MS)) : personne qui conclut un marché subséquent
- ❖ **Représentant du titulaire** : responsable physique du titulaire pour l'accord-cadre
- ❖ **AE (AC)** : Acte d'engagement de l'accord-cadre
- ❖ **AE (MS)** : Acte d'engagement du marché subséquent
- ❖ **CCAP (AC)** : cahier des clauses administratives particulières de l'accord-cadre
- ❖ **CCTP (AC)** : cahier des clauses techniques particulières de l'accord-cadre
- ❖ **CCP (MS)** : cahier des clauses particulières du marché subséquent
- ❖ **SID** : service d'infrastructure de la défense
- ❖ **USID** : Unité de soutien d'infrastructure de la défense

ANNEXES

Annexe 1 _ Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense

Annexe 2 _ Synoptiques de fonctionnement

Annexe 3 _ Liste des immeubles

Annexe 4 _ Liste des sites isolés, à contraintes d'accès ou à condition de sécurité renforcée ouvrant droit à une indemnité.

Annexe 5 _ Liste des références d'index appliqués dans le cadre de la révision des prix du marché

PARTIE 1 – Dispositions générales de l'accord-cadre

Article 1 Documents contractuels de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux, l'accord-cadre est régi par les documents suivants qui, en cas de contradiction, prévalent dans l'ordre ci-après :

1.1 Pièces particulières

- ❖ L'acte d'engagement AE (AC) signé par l'acheteur et le titulaire et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant(s) ;
- ❖ Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- ❖ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- ❖ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et ses éventuelles annexes ;
- ❖ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- ❖ Les ordres de service ;
- ❖ Le mémoire technique et le mémoire achat responsable du titulaire éventuellement rendus contractuels en tout ou partie, en ce qu'ils ne sont pas contraires aux documents précités ni aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur.

1.2 Pièces générales

- ❖ Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux prestations objet du marché ;
- ❖ Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- ❖ Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG Travaux) - Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux, modifié ;
- ❖ L'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300/SGDSN/PSE/PSD (IGI1300) sur la protection du secret de la défense nationale.
- ❖ L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense (en annexe 1 du présent CCAP).

1.3 Pièces à remettre au titulaire

Les pièces à remettre au titulaire sont celles prévues par l'article 4.2 du CCAG dans les conditions prévues par ce dernier.

Article 2 Objet de l'accord cadre – Dispositions générales

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé consécutivement à la déclaration sans suite pour motif d'intérêt général du projet initial n°ESID-25-093.

Le présent accord-cadre a pour objet de confier des missions de réalisation de travaux d'entretien, de rénovation, de mise en conformité ou d'aménagement mettant en œuvre les corps d'état habituels du BTP dans un espace/temps délimité. Les travaux confiés n'impliquent que des procédés techniques ordinaires. Les missions confiées n'exigent pas de moyens humains volumineux ou de moyens matériels complexes.

Le présent accord-cadre s'applique sur le périmètre de responsabilité de l'USID d'Istres, dont dépend aussi l'établissement public de l'École de l'air et de l'espace (EPSCP-GE) situé sur la base aérienne de Salon-de-Provence. La liste des immeubles, comprenant ceux relevant du périmètre bâtiminaire de l'École de l'air et de l'espace (EAE), et la liste des sites isolés dudit USID sont joints en annexes 3 et 4 du présent CCAP.

Les travaux réalisés au titre du présent accord-cadre feront l'objet :

- ❖ de **bons de commande** pour les « petit travaux récurrents » dont le montant des travaux par lot est inférieur ou égal à 150 k€ HT (*cent cinquante mille euros hors-tax*) par lot ;
- ❖ de **marchés subséquents** pour les « petit travaux récurrents » dont le montant de l'opération est compris entre 150 k€ HT (*cent cinquante mille euros hors tax*) et 1 000 k€ HT (*un million d'euros hors tax*), tous lots confondus.

Sur décision de l'Acheteur, une opération peut être passée en marché(s) subséquent(s) quel que soit le seuil financier, même dans le cas où le montant d'un lot s'avère être inférieur à 150 k€ HT (*cent cinquante mille euros hors-tax*).

Dans le cas où le montant d'une opération, tous lots confondus, est supérieur à 1 000 k€ HT (*un million d'euros hors-tax*) et en cas de procédure exceptionnelle, l'Acheteur se réserve le droit de contracter l'opération en marchés subséquents par ce vecteur contractuel.

Pour une même opération, l'Acheteur peut recourir à des marchés subséquents et/ou des bons de commande selon les lots.

Les modalités de fonctionnement sont schématisées dans l'annexe 2 « Synoptique de la procédure » et s'appliquent aux titulaires de l'accord-cadre.

Les travaux concourant au déploiement de la télé-relève des compteurs d'énergie ainsi que les travaux relatifs à l'acquisition, l'installation, la mise en service, le maintien en condition opérationnelle et maintien en condition de sécurité des équipements de protection physique pour certains sites exposés du Ministère des armées sont hors périmètre de ce marché.

2.2 Nombre de titulaires

Le présent accord-cadre est multi-attributaires et a au maximum trois (3) attributaires. Les modalités d'attribution des bons de commande sont précisés à l'article 24 du présent CCAP.

2.3 Décomposition de l'accord-cadre

2.3.1 Allotissement

Le présent accord-cadre ne comprend pas de lots, il correspond à la relance du lot 02 du projet initial n°ESID-25-092 à 094, suite à la déclaration sans suite pour motif d'intérêt général du projet n°ESID-25-093.

2.3.2 Fractionnement

Le présent accord-cadre ne comporte pas de tranche.

2.4 Lieux d'exécution des prestations

Tous les sites relevant du ministère des armées, situés dans le périmètre géographique de l'USID d'Istres, sont susceptibles d'être concernés par le présent accord-cadre (cf. en annexe 3 du présent CCAP). Ils sont spécifiés dans les bons de commande ou les marchés subséquents passés sur le fondement de cet accord-cadre.

2.5 Dispositions sociales prises au titre de l'accord-cadre

2.5.1 Clauses d'insertion sociales, clause du militaire blessé et clause d'incitation à l'activité de réserve et à la garde nationale

Sans objet au titre des bons de commandes.

Les marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre pourront prévoir des clauses d'insertion sociales.

2.5.2 Clauses incitatives

2.5.2.1 CERTIFICATION « RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLES » (FR) ET DE LABELLISATION « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES » (RFAR)

Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), adossé à la norme ISO 20400:2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.



A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et du label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA), vous accompagne dans cette démarche, pour toute information :

Site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte RFR puis le dépôt d'un dossier de candidature au label RFAR et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

2.5.1.2 CERTIFICATION DE BONNE EXECUTION DU MARCHE (CBEM)

Le maître d'ouvrage peut délivrer au titulaire du présent accord-cadre ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du maître d'ouvrage qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat est conditionnée par : (*liste non exhaustive*) :

- ❖ la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s si elle est conforme aux stipulations contractuelles ;
- ❖ la relation commerciale se révélant de qualité ;
- ❖ la non-application de pénalités pour retard ;
- ❖ l'absence de résiliation aux torts du titulaire.

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le titulaire au service en charge du suivi de l'exécution des prestations.

2.5.2.3 CLAUSE D'INCITATION A UNE DEMARCHE DE LABELISATION « EGALITE PROFESSIONNELLE FEMME HOMME »

Créé en 2004, le Label Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes vise à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles.

Ce label, propriété de l'Etat, permet à la structure candidate ou labellisée d'évaluer ses processus de ressources humaines et de les modifier le cas échéant. Délivrées par AFNOR Certification, il reconnaît et fait connaître les bonnes pratiques de recrutement et d'évolution professionnelle valorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Le ministère des Armées s'est vu décerner par l'AFNOR, le 24 mai 2022, le label « Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes » récompensant l'engagement des armées, directions et services pour l'ensemble des actions mises en place en faveur de la cohésion sociale, l'inclusion, l'égalité des chances et la lutte contre toutes les formes de discrimination.

Aussi, afin d'inciter ses partenaires économiques à promouvoir l'égalité femmes-hommes, la démarche de labellisation du candidat est valorisée au titre du critère d'attribution « Achat Responsable » de cet accord-cadre.

2.6 Dispositions environnementales prises au titre de l'accord-cadre

2.6.1 Labels FSC ET PEFC

Le cas échéant, les produits proposés en bois seront détenteurs des labels FSC (forest stewardship council) et PEFC (programme de reconnaissance des certifications forestières) provenant de forêts gérées durablement.

2.6.2 Certificats d'Economie d'Energie (CEE)

Les marchés subséquents pourront faire l'objet de certificats d'économies d'énergie. Ces CEE sont obligatoires pour tout projet éligible. Les marchés subséquents préciseront si CEE est obligatoire ou sans objet.

Le Ministère des Armées prétend à l'obtention de certificats d'économies d'énergie (CEE) délivrés dans le cadre d'une convention exclusive avec un Obligé.

Ce dernier pourra être amené à participer aux réunions de chantier et à contacter directement le titulaire afin d'obtenir les éléments nécessaires à l'élaboration des dossiers destinés à obtenir les CEE.

Le titulaire devra répondre favorablement aux demandes qui lui seront faites, pendant la phase chantier et au-delà.

En complément de ce protocole, à la fin des travaux, le titulaire devra signer, dans un délai de 3 mois, une attestation sur l'honneur récapitulant les travaux réalisés

2.6.3 Composition des produits

Le titulaire doit utiliser, autant que possible, des produits non dangereux ou ayant un impact réduit sur l'environnement, aux dépens de produits équivalents classés comme dangereux (peintures, colles, etc.).

2.6.4 Matériaux issus du réemploi, réutilisés ou recyclés

Le titulaire doit utiliser, autant que possible, des produits non dangereux ou ayant un impact réduit sur l'environnement, aux dépens de produits équivalents classés comme dangereux (peintures, colles, etc.).

2.6.5 Déchets

En application de la réglementation relative aux déchets de chantier, de l'article L.541-2 du code de l'environnement et en complément des articles 36.1 et 36.2 du CCAG Travaux, chaque titulaire est contractuellement responsable, au même titre que le maître d'ouvrage, de la gestion des déchets créés par les travaux, jusqu'à valorisation ou élimination. Dans ce cadre, chaque titulaire assure la gestion et le suivi de l'ensemble des déchets produits par les travaux.

A ce titre, l'Acheteur impose au Titulaire la **dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets** issus du présent marché, qu'ils soient dangereux, polluants organiques persistants (POP) ou non dangereux, pour en assurer la traçabilité. Les modalités de réalisation sont précisées au sein des CCTP.

Les dispositions de l'article 36 du CCAG s'appliquent notamment en ce qui concerne le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED).

Article 3 Durée de l'accord-cadre

3.1 Date d'effet de l'accord-cadre

Compte tenu du fait que cet accord-cadre est multi-attributaires et peut avoir plusieurs dates de notification, une date d'effet sera notifiée par ordre de service aux titulaires afin d'instaurer une date anniversaire commune à tous les titulaires.

3.2 Durée de l'accord-cadre

A compter de sa date d'effet, l'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois, reconductible de manière tacite deux (2) fois pour une durée de douze (12) mois supplémentaires pour chacune des reconductions. La durée totale de l'accord-cadre ne pourra excéder quatre (4) ans.

En cas d'atteinte du montant maximum avant la fin de validité de la période considérée, l'accord-cadre est reconduit de manière anticipée par décision expresse de l'acheteur pour une période de douze (12) mois.

Toutefois, l'acheteur se réserve le droit de ne pas reconduire l'accord-cadre. En cas de non reconduction de l'accord-cadre, l'acheteur notifiera la décision au titulaire au moins trois (3) mois avant la date d'expiration de la période considérée.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

La durée de l'accord-cadre s'entend comme la période pendant laquelle peuvent être notifiés les bons de commande et les marchés subséquents passés au titre du présent accord-cadre.

L'exécution des bons de commande et marchés subséquents notifiés durant la période de validité de l'accord-cadre peut se poursuivre au-delà de cette période de validité dans un délai pouvant aller jusqu'à 6 (six) mois pour les bons de commandes et 12 (douze) mois pour les marchés subséquents.

Article 4 Exclusivité de l'accord-cadre

L'accord-cadre étant multi-attributaires, les titulaires de l'accord-cadre disposent d'une exclusivité sur tous les marchés relatifs aux sites sous la responsabilité de l'USID d'Istres, portant sur le même objet que celui de l'accord-cadre, pour toute la durée de l'accord-cadre, sous réserve qu'aucun marché en cours ou accord-cadre notifié antérieurement à la date d'effet du présent accord ne couvre le besoin de l'Acheteur.

L'Acheteur s'engage à avoir recours au présent accord-cadre et à acquérir par son biais, l'ensemble des besoins définis dans les CCTP (émissions de bons de commande et marchés subséquents).

Cependant, l'Acheteur disposant de régies, qui ont pour mission d'assurer le soutien des installations des Bases de Défense d'Istres, Miramas et d'Orange, Salon de Provence, celui-ci pourra être amené à recourir à celles-ci pour réaliser certains travaux entrant dans le cadre de l'objet du présent marché, sans préjudice et indemnités pour les titulaires.

L'Acheteur se réserve la possibilité d'acquérir en dehors du présent accord-cadre, et donc le cas échéant auprès d'un autre opérateur économique, sans préjudice et indemnités pour les titulaires, les prestations présentant un caractère secret ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt de l'Etat l'exige.

Enfin, l'Acheteur se réserve également de traiter hors du présent accord-cadre des marchés pour lesquels les titulaires ne respecteraient pas leurs engagements contractuels : absence de réponse dans les délais, non-respect des exigences de l'offre, non-respect des engagements pris, offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées.

Article 5 Intervenants de l'accord-cadre

5.1 Représentation de l'acheteur

Le directeur de l'Etablissement du service d'infrastructure de la défense de Lyon, signataire de l'accord-cadre est le représentant du pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre. A ce titre, il est la seule personne habilitée à signer, le cas échéant les avenants, les décisions de non reconduction ou de résiliation du présent accord-cadre selon les dispositions du présent CCAP.

Il désigne les personnes mentionnées aux articles 23 et 32 du présent CCAP qui sont habilitées pour le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'accord-cadre et précise pour chacune d'elles les actes qu'elles sont autorisées à signer

5.2 Représentation du titulaire

5.2.1 Désignation d'un représentant du titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, le titulaire désigne dans l'acte d'engagement une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et l'acheteur en cours d'exécution. En cas de changement d'interlocuteur, celui-ci doit au minimum avoir les qualités de la personne désignée à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 7 du CCAG Travaux, le représentant du titulaire assure la fonction de « correspondant environnement et gestion des déchets ».

5.2.2 Modifications administratives et juridiques de la situation du titulaire

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu de notifier, sans délai, au maître d'ouvrage toute modification administrative ou juridique de sa société intervenant lors de l'exécution du marché qui se rapportent :

- ❖ à sa nationalité ;
- ❖ au montant de son capital social ;
- ❖ aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent et notamment à son actionnariat; aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché.

En cas de défaut d'information, il sera fait usage de l'article 50.3.1.h) du CCAG permettant la résiliation pour faute du titulaire.

5.3 Autres intervenants

5.3.1 Coordination en matière de sécurité et protection de la santé (CSPS)

Une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent conformément au code du travail, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Un coordonnateur peut être, alors, désigné, pour la phase réalisation, en fonction des conditions de l'opération ou du bon de commande.

Les remarques formulées au cours du chantier par le coordonnateur de sécurité doivent être observées et ne peuvent faire l'objet d'une majoration des coûts.

5.3.2 Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent accord-cadre peuvent être soumis, suivant les cas, au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre 2 de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôle technique est effectué par un contrôleur technique désigné avant l'établissement du marché subséquent ou du bon de commande.

Les missions confiées par l'acheteur au contrôleur technique sont désignées ultérieurement en fonction de la nature des travaux à exécuter.

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique doivent être observées et ne peuvent faire l'objet d'une majoration des coûts.

5.3.3 Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

Cette mission pourra être confiée par l'acheteur à un opérateur privé dans le cadre d'un marché spécifique. Dans cette hypothèse, le titulaire de la mission sera expressément mentionné sur le bon de commande ou le marché subséquent.

Article 6 Forme et notification des documents et information de l'accord-cadre

6.1 Communication du titulaire

Toute communication relative à l'accord-cadre du titulaire vers l'acheteur doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) soit à l'Acheteur soit à un représentant dûment qualifié contre récépissé.

Cependant, l'acheteur peut demander aux titulaires la transmission des documents par voie électronique en lieu et place ou en plus de la remise spécifiée ci-dessus sans que les titulaires puissent réclamer une indemnité.

6.2 Communication au titulaire

L'ordre de service (OS) est le mode de correspondance de l'acheteur au titulaire pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Les OS sont signés par le directeur du SID Sud-Est ou son représentant dûment habilité.

En cas de groupement d'entreprises, la communication est effectuée au mandataire désigné du groupement qui a seul qualité pour présenter d'éventuelles réserves.

6.3 Modalités de communication au titulaire

En complément de l'article 3.1 du CCAG, toute communication du maître d'ouvrage au titulaire relative à l'accord-cadre peut être réalisée :

- ❖ soit par lettre recommandée avec accusé de réception, au siège social du titulaire à défaut de mention spécifique dans l'AE(AC) ;
- ❖ soit par des échanges dématérialisés par PLACE ou supports électroniques, aux adresses mentionnées dans l'AE (AC) ;
- ❖ soit directement à un représentant du titulaire dûment qualifié contre récépissé.

Le titulaire de l'accord-cadre est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du titulaire est donc inopposable à l'acheteur.

6.4 Ordre de service

Les dispositions de l'article 3.8 du CCAG sont applicables.

Pour le présent accord-cadre, l'ordre de service (OS) est le mode de correspondance du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre avec le titulaire pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre et des travaux ou prestations qui en découlent.

Les décisions pourront être communiqués directement par l'acheteur. A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des prestations à exécuter (et tant que le titulaire n'aura pas fait connaître au RPA l'adresse du domicile qu'il aura élu), les notifications se rapportant à l'accord-cadre, et aux marchés subséquent qui en découlent, sont valablement faites à son siège social.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit d'adresser un OS non seulement au mandataire mais aussi en copie directement aux autres membres du groupement d'opérateurs économiques pour en faciliter le traitement. Dans tous les cas, le mandataire reste responsable de la communication aux autres membres du groupement d'opérateurs économiques. La date de réception de l'ordre de service au mandataire fait foi.

Il est précisé que le mandataire a seul qualité pour présenter d'éventuelles réserves.

Article 7 Conditions de recours à la sous-traitance

7.1 Généralités

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'acheteur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le titulaire de l'accord-cadre reconnaît être parfaitement informé qu'il n'est pas autorisé à sous-traiter une quelconque prestation objet de l'accord-cadre avant que notification lui soit faite par l'acheteur.

En application des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2192-22 et R. 2192-22 du CCP, le sous-traitant doit remplir les conditions prévues par ces articles.

En cas de sous-traitance, le titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent accord-cadre.

L'acheteur peut, s'il le souhaite, demander communication du contrat de sous-traitance au moment de la présentation du sous-traitant et en intégrer certains aspects dans l'acte spécial de sous-traitance.

Tout sous-traitant occulte constaté par l'acheteur donne lieu à une mise en demeure du titulaire de régulariser la situation. Si cette mise en demeure reste infructueuse, l'acheteur peut notifier sa décision de résilier l'accord-cadre pour faute aux frais et risques de le titulaire principale titulaire de l'accord-cadre en l'application de l'article 50.3.1.e) du CCAG Travaux.

7.2 Déclaration de sous-traitance avant notification de l'accord-cadre

La signature du marché vaut acceptation des sous-traitants déclarés avant notification du marché et agrément de leurs conditions de paiement sous réserve du respect des dispositions du code de la commande publique énumérée ci-avant.

7.3 Déclaration de sous-traitance après notification de l'accord-cadre

Le sous-traitant, introduit en cours de marché, direct ou non, doit être accepté et ses conditions de paiement agréées par écrit par l'acheteur. De plus, dans le cas où les travaux rendent obligatoires l'intervention d'un coordinateur SPS, le sous-traitant doit transmettre un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Les délais d'agrément d'un sous-traitant par l'acheteur ne sauraient remettre en cause l'obligation de respecter les délais de réalisation des travaux.

7.4 Désignation des sous-traitants

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire fournit :

- ❖ **La déclaration de sous-traitance DC4** (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire (le cas échéant par le cotraitant) ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation) ;
- ❖ **le NUMERO UNIQUE d'identification** délivré par l'INSEE permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1 du R.2193-13 du code de la commande publique, le cas échéant un extrait KBIS ;
- ❖ Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile ;

- ❖ Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent ;
 - ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des cinq (5) dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Le délai d'agrément du sous-traitant ne débute qu'à compter de la réception du dossier complet.

Par ailleurs, l'accord-cadre étant classé contrat sensible, le sous-traitant se conforme aux dispositions particulières de contrôle d'accès définies dans le présent CCAP.

7.5 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant dûment agréé bénéficie du paiement direct dans les conditions fixées par l'article R-2193-10 du code de la commande publique (*i.e.* le montant sous-traité est supérieur à 10% du montant total du bon de commande ou du marché subséquent).

En l'absence de paiement direct, les dispositions de l'article 14 de la loi n°1975-1334 du 30 décembre 1975 relative à la sous-traitance s'appliquent. Le titulaire doit alors fournir une caution personnelle et solidaire garantissant le montant sous-traité. La caution personnelle et solidaire peut être remplacée par une délégation de paiement.

Pour les sous-traitants payés directement, le titulaire fait parvenir à l'acheteur les factures, établies par les sous-traitants, revêtues de son acceptation.

Dans le cas où plusieurs sous-traitants seraient impliqués dans une même facture, le titulaire doit faire parvenir l'ensemble des factures relatives à ses sous-traitants dans un même envoi.

Il est précisé que le montant total des mandatement effectués au profit d'un sous-traitant ne peut excéder le montant maximum à sous-traiter.

Si le titulaire désire, durant l'exécution du marché, modifier le montant des prestations sous-traitées, il doit en faire préalablement la demande à l'acheteur par acte spécial modificatif.

Article 8 Sécurité et protection du secret

8.1 Confidentialité – Prestations intéressant la défense

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions de l'article 5.1 du CCAG Travaux.

Le titulaire du présent accord-cadre est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations et décisions dont il aurait connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, schémas ou documents divers qui lui seront remis par l'acheteur en vue de l'exécution du présent accord-cadre.

8.2 Identification des salariés employés sur le chantier – Port d'un badge

Le titulaire se conforme strictement aux règles de contrôle d'accès définies lors de la transmission de la précommande ou dans les documents contractuels du marché subséquent.

L'ensemble des salariés présent sur le chantier (entreprise(s) titulaire(s) et sous-traitants) a l'obligation de porter de manière apparente sa carte d'identité professionnelle sécurisée comportant les éléments suivants :

- Photo
- Nom de la personne
- Employeur réel (celui versant la rémunération)
- Qualité de salarié ou de travailleur indépendant

Le représentant du maître d'ouvrage peut effectuer des contrôles ayant pour objet la vérification du port effectif du badge et la validité de celui-ci. En cas de manquement à l'obligation du port du badge ou de constatation d'un badge non valide les sanctions prévues à l'article 13.3.5 du présent CCAP sont mises en œuvre.

Tout manquement doit être inscrit dans le registre journal du chantier et la constatation de badges non validés est signalé aux services de l'inspection du travail compétents par compte-rendu immédiat.

8.3 Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant aux travaux est établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'ouvrage. Cette liste comporte pour chaque personne les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, l'acheteur exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est exclu des intervenants.

Le titulaire doit certifier que tous les personnels qu'il emploie dans le cadre de ce marché sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire doit s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

LE TITULAIRE EST INFORME QUE LES CONTRAINTES D'ACCES PEUVENT ETRE RENFORCEES EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE SUR DECISION DES UTILISATEURS

Article 9 Obligations et engagements du titulaire

9.1 Obligations de répondre aux sollicitations de l'acheteur

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, pour toute sa durée, à répondre aux sollicitations de l'Acheteur, conformément aux conditions que ce dernier a déterminées, y compris pour fournir des informations complémentaires sur les prix proposés.

En cas de non réponse, cette dernière doit être motivée. La réalité de la motivation est appréciée par l'Acheteur. Est acceptée, l'indisponibilité, momentanée et accidentelle, pour des causes indépendantes de la volonté du titulaire.

Pour mémoire, n'est pas recevable, comme non réponse à une lettre de consultation, l'engagement de ses moyens sur d'autres chantiers. Il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures (recrutement, location de matériels, etc.) pour faire face à ses engagements.

Le titulaire doit également être en mesure de faire face à la réalisation simultanée d'opérations dans les conditions définies ci-après :

- ❖ Chantiers ≥ 150 k€ HT attribués par MS : non comptabilisé ;
- ❖ Chantiers compris entre 50 k€ HT et 150 k€ HT : 5 chantiers simultanés ;
- ❖ Chantier ≤ 50 k€ HT : 5 chantiers simultanés, en plus du volume ci-avant ;
- ❖ Chantier ≤ 10 k€ HT : illimité.

9.2 Obligations de résultats, de conseil et de qualité

Le titulaire de l'accord-cadre a la responsabilité, le devoir et l'obligation de réaliser des prestations conformes aux spécifications techniques selon les règles de l'art.

A ce titre, il doit :

- ❖ obtenir les résultats demandés conformément aux CCTP (de l'accord-cadre et des marchés subséquents) ;
- ❖ conseiller le maître d'œuvre chargé du marché subséquent ;
- ❖ assurer le niveau de qualité, de fiabilité et de performance exigé au titre du présent accord-cadre et des marchés subséquents.

9.3 Protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire par application de l'article 50.3.1.a) du CCAG Travaux.

Article 10 Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Article 11 Caractère, type et forme des prix

11.1 Date d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois la date limite de remise de l'offre. Ce mois est appelé « mois zéro ».

11.2 Type et forme des prix de l'accord-cadre

Les prix du présent accord-cadre, figurant au BPU, sont unitaires, définitifs et révisables.

Ils sont réglés par application des prix aux quantités d'ouvrage effectivement réalisées et dûment constatées par l'acheteur dans les conditions prévues aux articles 12 à 16 du CCAG Travaux.

Les marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre sont conclus à prix global et forfaitaire. Les modalités de variations des prix des marchés subséquents sont définies à l'article 33.3.2 du présent CCAP.

11.3 Prix établis sur la base du catalogue BATIPRIX

Le titulaire doit se référencer au BATIPRIX catalogue version papier du millésime sur la même année que celle de l'émission de son devis.

Un devis émis, daté et signé par le titulaire entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'année N doit correspondre aux prix du catalogue du millésime année N.

Le titulaire n'est pas autorisé à fournir des prix issus de Bâtiweb, sauf s'il sélectionne le millésime concerné et retire l'actualisation mensuelle.

Dans le cas de nouvelles sous-familles de prestations qui seraient disponibles en cours d'année, et qui n'apparaissent pas dans la version catalogue, le titulaire devra fournir obligatoirement avec le devis, un aperçu issu du Bâtiweb, daté et signé par le titulaire.

Ces éléments font l'objet d'une modification de l'accord-cadre par avenant.

11.4 Contenu des prix

11.4.1 Dispositions générales

Les prix sont réputés rémunérer l'ensemble des dépenses du titulaire résultant de l'exécution des travaux et prestations prévues au CCTP. Sont notamment inclus dans les prix les réunions nécessaires à la réalisation des travaux et prestations ainsi que les livrables.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales et parafiscales ainsi que toutes les sujétions liées à l'exécution des travaux et prestations. Ainsi, en complément de l'article 9.1 du CCAG, les prix sont réputés comprendre les frais de restauration, d'hébergement et de déplacement des personnes intervenant sur sites militaires.

Le titulaire doit considérer comme normalement prévisibles, les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués par les stations météorologiques les plus proches du chantier au cours des cinq dernières années. Le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Vent	20 m / s	2 jours consécutifs
Pluie	30 mm / jour	5 jours consécutifs
Température	+ 40°C ou – 5°C	5 jours consécutifs
Neige	5 cm	5 jours consécutifs

11.4.2 Les prix tiennent compte des sujétions suivantes

Les prix de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents sont établis en tenant compte notamment :

- ❖ Des sujétions liées à l'exécution des travaux en milieu occupé ou découlant du maintien de l'activité des services dans les locaux où sont effectués les travaux ;
- ❖ Des sujétions susceptibles d'être entraînées par l'exécution ou la démolition simultanée ou différée de certains ouvrages, ou de sujétions des travaux exécutés par les compagnies concessionnaires ou services publics, ainsi que tous les autres intervenants éventuels, et des contraintes éventuelles en résultant, pour les accès au chantier ;
- ❖ Des consignes particulières des établissements, précisées lors de la précommande ou de la consultation, en particulier : des règles de circulation, des restrictions éventuelles d'accès, des horaires de travail ;
- ❖ Des sujétions que sont susceptibles d'entraîner les mouvements du personnel et du matériel de l'établissement à travers les installations de chantier ;
- ❖ Des sujétions découlant de la nécessité de protéger les sols, le mobilier et les installations environnantes conservées et leurs équipements, ainsi que les ouvrages neufs jusqu'à la réception ;
- ❖ Des dépenses d'entretien permettant le nettoyage quotidien, ainsi que le nettoyage final de la zone d'exécution ;
- ❖ Des dépenses liées au coltinage, transport et droit de décharge, suite aux travaux de dépose ou démolition ;

- ❖ Des dépenses liées aux mesures de sécurités particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux (liés au présent accord-cadre) et les activités des organismes utilisateurs du ministère de la défense ;
- ❖ Des dépenses de réparation et de remise en état des installations et équipements existants éventuellement détériorés par le titulaire ;
- ❖ Des dépenses liées à l'évacuation des emballages ou conditionnements des fournitures ;
- ❖ De l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs agents de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les travaux sont exécutés ;
- ❖ Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification de l'accord-cadre jusqu'à la fin de la dernière levée des réserves ou à la fin de la garantie de parfait achèvement ;
- ❖ Des diverses servitudes inhérentes aux infrastructures existantes et conservées durant les travaux ;
- ❖ Des frais d'occupation du domaine public ou privé ou des permissions de voiries nécessitées par les travaux. Les demandes d'autorisation, les taxes, les frais inhérents à ces procédures et de remise en état sont réputés à la charge de l'entreprise ;
- ❖ Du chargement, du transport, du déchargement, de la manutention des ouvrages par tous moyens adaptés, des engins de levage nécessaires, des nacelles d'accès, de l'aménagement d'une aire de stockage ;
- ❖ Du temps passé pour la participation aux diverses réunions ;
- ❖ Des frais d'établissement et de diffusion des documents, devis, factures ou mémoires ;
- ❖ Des frais de fonctionnement et de secrétariat ;
- ❖ De la fourniture des matériaux ou matériels décrits dans chaque article ;
- ❖ De la fourniture des petits matériels non décrits explicitement dans les articles du BPU et nécessaires à la réalisation des travaux sur bon de commande ;
- ❖ Des déplacements, quel qu'en soit le nombre pour une même affaire ;
- ❖ De toutes sujétions inhérentes à l'exécution des ouvrages ainsi que celles liées à amener à pied d'œuvre des matériaux et matériels ;
- ❖ D'interventions par tous moyens jusqu'à 3,50 m de hauteur ;
- ❖ Pour les installations techniques, d'une visite d'entretien, après 3 mois de fonctionnement, cette visite donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal ;
- ❖ Des primes d'assurance ;
- ❖ Des sujétions dues aux exigences techniques de divers organismes de sécurité ou des contrôleurs techniques ;
- ❖ De l'établissement et la mise à jour du dossier d'exécution ;
- ❖ Des frais d'établissement des plans d'entreprises, relatifs aux ouvrages exécutés, les frais de photocopies, clichés, reproductions et autres documents demandés au cours de l'exécution des travaux ;
- ❖ Des frais de tri, d'enlèvement, de traitement et de récolement des déchets durant l'intégralité de la prestation.

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint, les frais de coordination, marges pour défaillances des cotraitants et sous-traitants et les dépenses communes de marchés sont réputés compris dans les prix conformément à l'article 9.1.2 du CCAG Travaux.

11.4.3 Les prix ne tiennent pas compte des sujétions d'exécution suivantes

Les prix de l'accord-cadre établis ne tiennent pas compte notamment de :

- ❖ La découverte en cours de terrassement de maçonneries anciennes ou de canalisations inconnues ;
- ❖ La découverte en cours de fouilles de roches ou de matériaux différents de ceux que le dossier de consultation laissant prévoir et nécessitant des moyens spéciaux de terrassements, de vestiges anciens, laquelle conduirait à l'intervention des services des affaires culturelles et à une interruption de chantier ;
- ❖ La découverte de structures différentes de celles indiquées au dossier de consultation ou d'ouvrages prévus à conserver, mais dont le remplacement serait nécessaire ;
- ❖ La découverte au cours des travaux de la présence de matériaux amiantifères non répertoriés au dossier de consultation (selon DTA) et nécessitant la prise de mesures de prévention au regard des textes réglementaires. Cette découverte conduirait à l'intervention de prestataires extérieurs et à une interruption de chantier.

11.5 Variation des prix de l'accord-cadre

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre des variations des éléments constitutifs du coût des travaux réalisés en bons de commande sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

11.5.1 Modalité de révision de l'accord-cadre

Les prix unitaires du BPU, hors lignes portant sur la catalogue BATIPRIX, sont fermes la première année puis révisés annuellement à la date anniversaire d'effet de l'accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres qui figure en annexe à l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé M0 « mois zéro ».

11.5.2 Choix des index de référence

Les index de référence (I) sont indiqués dans le BPU.

Les index T.P, B.T, FD et CPF sont publiés par l'INSEE ainsi qu'au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment. Si l'INSEE arrête définitivement la publication d'un indice et en propose son remplacement par un autre, ce nouvel indice préconisé par l'INSEE sera intégré à l'accord-cadre par ordre de service. Si cet indice n'est pas publié pendant six (6) mois et que l'INSEE ne préconise aucun nouvel indice en remplacement, un nouvel indice sera intégré à l'accord-cadre sous forme d'avenant.

11.5.3 Formule de révision des prix

La révision des prix du bordereau des prix unitaires est effectuée par application de la formule :

$$P = P_0 \left(\frac{I_{n-4}}{I_0} \right)$$

Dans laquelle :

- ❖ P_0 est le prix indiqué au bordereau des prix unitaires ;
- ❖ I_0 est la valeur de l'index mentionné au BPU du mois zéro (M0) pour le lot concerné ;
- ❖ I_{n-4} est la valeur de l'index mentionné au BPU, pour le mois n de la révision moins quatre mois pour le lot concerné.

Le prix P est arrondi au millième supérieur.

La révision des prix sera calculée par l'Acheteur puis notifiée par ordre de service.

11.5.5 Révision provisoire

Par dérogation à l'article 11.2.1 du CCAG, il n'est procédé à aucune révision provisoire.

11.5.6 Régime de variation de prix

Les indemnités, pénalités et avances ne sont pas soumises à variation de prix.

Les dispositions relatives aux variations de prix des marchés subséquents sont détaillées à l'article 33.3 de la partie 3 du présent CCAP.

Les taux de remise et les coefficients majorateurs ne sont pas révisés.

Article 12 Modalités de paiement

12.1 Dispositions générales

12.1.1 Délai de paiement

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur (article R.2192-12) ou à compter de la date d'achèvement de l'exécution des prestations si la date de réception de la demande de paiement est antérieure (article R.2192-13).

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre. En cas de manquement, le maître de l'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

12.1.2 Intérêts moratoires

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées aux articles L.2192-13, L.2193-14 et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

12.1.3 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Le taux de T.V.A applicable est celui en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

12.2 Modalités de règlement des comptes de l'accord-cadre

12.2.1 Dispositions générales

Le détail des demandes de paiement est conforme au détail des prestations commandées par bon de commande ou marché subséquent et réellement exécutées soit en totalité soit au prorata des prestations réellement achevées.

Il est précisé qu'une demande de paiement ne peut correspondre qu'aux prestations d'un seul bon de commande ou d'un seul marché subséquent.

En cas d'exécution simultanée de plusieurs commandes (à titre de bons de commande ou de marchés subséquents), il y a ainsi autant de demandes de paiement que de commandes.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Le montant des demandes de paiement est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

12.2.2 Dispositions particulières

Les dispositions particulières relatives aux règlements des comptes sont précisées à l'article 30 pour les règlements des bons de commande et à l'article 35 pour les règlements des marchés subséquents.

12.2.3 Eléments de facturation

Après exécution des prestations d'une commande, le titulaire transmet la facture correspondante. Les factures détaillées porteront obligatoirement (à défaut la facture pourra être rejetée) mention de :

- ❖ Pour les factures relevant du périmètre du SID Sud-Est :
 - SIRET 110 002 011 000 44 et Code SE D10711F069
- ❖ Pour les factures relevant du périmètre de l'Établissement public de l'École de l'air et de l'espace (EPSCP-GE) :
 - SIRET 130 024 540 000 10
- ❖ N° du bon de commande ou du marché subséquent et N° d'engagement juridique du bon de commande ou du marché subséquent
- ❖ Numéro et libellé intégral de l'accord-cadre auquel se réfère le bon de commande ou le marché subséquent
- ❖ Nom ou raison sociale et adresse complète
- ❖ Numéro de SIRET ou SIREN
- ❖ Références bancaires (à défaut joindre un RIB ou RIP au format SEPA)
- ❖ Numéro et date de la facture / de la demande de paiement
- ❖ Quantités, prix d'unités avec les référence du BPU, montant HT, TVA et montant TTC et sera accompagnée d'une copie du bon de commande correspondant.

En cas de sous-traitance, la facture ou la demande de paiement fait apparaître en plus du montant (HT et TTC) en paiement direct au sous-traitant (avec la mention auto liquidation) et est impérativement accompagnée de l'acte de sous-traitance préalablement agréé par l'acheteur.

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 modifiée relative au développement de la facturation électronique, rend obligatoire le dépôt des factures et demandes de paiement sur le portail Chorus pro. Ainsi, le titulaire doit adresser les factures et demandes de paiement de façon dématérialisée en utilisant le portail sécurisé Chorus Pro. Toutes les informations utiles à la mise en œuvre des procédures de paiement dématérialisé sont disponibles sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

A défaut, les factures et demandes de paiement sont réputées non parvenues dans les services de l'Etat conformément au décret n°2016-1478 du 02 novembre 2016.

Le titulaire du marché s'engage à prévenir l'interlocuteur de l'USID, l'Acheteur et le service facturation de l'administration contractante de toute modification intervenant dans les caractéristiques de la société (changement de raison sociale, de compte bancaire, de SIRET...) au fur et à mesure qu'elles interviennent.

Le non-respect de cette obligation entraine systématiquement la suspension du délai global de paiement.

Le mode de règlement proposé est le virement administratif.

12.2.4 Réclamation

Le titulaire dispose d'un délai de trente jours comptés à partir de la date de la dernière facture remise dans le cadre du marché pour adresser à l'acheteur s'il le juge utile le mémoire prévu par l'article 13.4.4 du CCAG Travaux.

Article 13 Pénalités

13.1 Généralités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, les pénalités sont dues dès le premier euro sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par l'Acheteur.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG travaux, les pénalités sont appliquées sur simple constat du maître d'œuvre.

13.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG travaux, les pénalités de retard sont plafonnées à 20% du montant du bon de commande ou du marché subséquent considéré.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG travaux, les pénalités de retard applicables aux bons de commande et aux marchés subséquents sont définis ci-après :

Objet de la pénalité	Montant (en € HT)
Retard dans l'exécution des travaux.	1/3000 ^e du montant du MS ou du BDC par jour calendaire
Retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.	100 € /jour calendaire
Retard de fourniture des documents à remettre avant le démarrage des travaux ou pendant les travaux (y compris BSD)	100 € / jour calendaire / document
Retard de fourniture des documents à remettre à l'issue des travaux (DOE/DIUO, plans, traçabilité des déchets, etc.)	200 € / jour calendaire / document
Retard dans la remise d'un projet de décompte : <ul style="list-style-type: none"> - Pour les projets de décomptes mensuels - Pour le projet de décompte final 	<ul style="list-style-type: none"> - 50 € / projet - 100 € / projet

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également en cas de non-respect des délais intermédiaires correspondant aux interventions successives des titulaires de chaque lot, arrêtés dans le planning d'exécution et ses éventuelles mises à jour.

13.3 Autres pénalités

13.3.1 pénalités techniques

Suite à **deux refus de réception par semestre** prononcés, le maître d'œuvre ou son représentant peut exclure le titulaire de la procédure d'exécution des 3 prochains bons de commande à venir.

13.3.2 Absence aux réunions de chantier

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 50 Euros HT par absence non acceptée par le Maître d'œuvre.

13.3.3 Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

A l'expiration du délai de 30 jours après mise en demeure, les dispositions prévues par l'article 37.2 du CCAG travaux sont mises en œuvre aux frais du titulaire, sans préjudice d'une pénalité journalière de 100 Euros HT par jour calendaire de retard.

13.3.4 défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier

Une pénalité de 50 Euros HT par jour de retard est appliquée en cas d'absence de balisage, de non-respect de la sécurité ou de non-respect de la propreté du chantier.

13.3.5 Non port du badge professionnel

En cas de non-respect de l'obligation du port du badge mentionné à l'article 8.4 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité de 50 € HT par manquement constaté (après un premier rappel à la règle notifié par ordre de service).

En cas de constatation d'un badge non valide, le salarié concerné est exclu immédiatement du chantier et le titulaire s'expose aux sanctions relatives au travail dissimulé.

13.3.6 Sous-traitance non déclarée

Le Titulaire encourt une pénalité de 2 000 Euros HT pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du maître d'ouvrage et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du maître d'ouvrage notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

13.4 Inobservation de la réglementation relative à la lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222-1 du Code du travail, le titulaire est tenu de fournir tous les six (6) mois et pendant toute la durée du contrat, les documents permettant de vérifier la régularité de sa situation en matière de lutte contre le travail dissimulé. Selon que le titulaire soit établi en France ou domicilié à l'étranger, il doit fournir les documents mentionnés aux rubriques F ou G du formulaire NOTI 1 (disponible sous www.economie.gouv.fr).

Conformément au dispositif d'alerte, si l'acheteur est informé par un agent de contrôle que le titulaire n'a pas satisfait à ses engagements, il le met en demeure de régulariser la situation. Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour répondre à la mise en demeure.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il peut lui être appliqué une pénalité journalière de 500 (cinq-cents) € HT, dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

13.5 Dispositif e-attestations

13.5.1 Présentation du dispositif e-attestations

La plateforme sécurisée e-Attestations permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres (acheteurs).

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. e-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP, etc.

Aussi, le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

13.5.2 Documents à produire

Le titulaire doit remettre à l'acheteur, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- ❖ Une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de six (6) mois ;
- ❖ Un justificatif d'immatriculation, dans le cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- ❖ Le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n° 574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions prévues au CCAG Travaux.

Si aucune régularisation n'intervient dans un délai de six (6) mois, l'acheteur peut résilier le contrat sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 50.3.1.a) du CCAG Travaux.

Article 14 Clauses de financement et de sureté

14.1 Retenue de garantie

Sans objet pour l'accord-cadre qu'il s'agisse de bons de commande ou de marchés subséquents.

14.2 Avance

14.2.1 pour les bons de commande

Par application de l'article 10.1 option A du CCAG Travaux, une avance est versée au titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre, dans les conditions de l'article R.2191-16 et suivants du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Le paiement de l'avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le début de la période de préparation ou le début d'exécution des travaux en cas d'absence de période de préparation.

14.2.2 Pour les marchés subséquents

Les dispositions sont déclinées à l'article 14.2.2 du présent CCAP.

Article 15 Approvisionnement

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnement.

Article 16 Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier aux attributaires de l'accord-cadre, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux accords-cadres peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

Article 17 Modification de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre peut être modifié dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à 9 du code de la commande publique.

Article 18 Responsabilité et Assurances

18.1 Garanties contractuelles

Les délais de garanties sont prévus conformément aux articles 1792 du code civil et 44 du CCAG Travaux.

18.1.1 Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un (1) an suivant l'article 44 du CCAG et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le maître d'ouvrage un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

18.1.2 Garantie de bon fonctionnement

La garantie de bon fonctionnement concerne les éléments d'équipement dissociables du bâtiment. Elle est d'une durée de deux (2) ans à compter de la date d'effet de réception des travaux. Le constructeur a l'obligation de réparer ou de remplacer les éléments d'équipement, qui seraient inaptes à remplir leur fonction.

18.1.3 Garantie décennale

La garantie décennale coexiste avec la garantie de parfait achèvement durant un (1) an. Elle concerne les dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui le rendent impropre à sa destination. Conformément aux principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil, la garantie

décennale couvre tout désordre affectant la solidité de l'ouvrage ou le rendant impropre à sa destination.

Le délai de garantie est de dix (10) ans à compter de la réception des travaux.

18.2 Garanties particulières de matériaux de type nouveau

Le titulaire garantit l'acheteur contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage le titulaire, dans le cas où, pendant le délai fixé, la tenue de ces matériaux et fournitures n'est pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande, par les matériaux et fournitures désignés par l'acheteur.

Il doit être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

18.3 Appel en garantie

Le titulaire peut être appelé en garantie par l'acheteur pour tout dommage aux tiers trouvant leur origine dans l'exécution du présent accord-cadre, même après avoir prononcé la réception des travaux alors même que ces dommages n'étaient ni apparents ni connus à la date de réception.

18.4 Défaut à caractère systématique

S'il apparaît un défaut présentant un caractère systématique, ne permettant pas au matériel de satisfaire aux spécifications techniques contractuelles, le titulaire s'engage à procéder, dans le cadre de la garantie, à la mise à hauteur de la totalité des matériels.

Les modalités d'intervention sont arrêtées en accord avec le titulaire.

18.5 Assurance

18.5.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

18.5.2 Généralités

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que les éventuels cotraitants et sous-traitants désignés au marché doivent justifier qu'ils sont titulaires des assurances ci-après.

Pour justifier de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Ils doivent en outre adresser ces attestations à l'acheteur au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

18.5.3 Assurance de responsabilité civile pendant et après les travaux

Les titulaires, et le cas échéant, leurs sous-traitants, doivent être garantis par une police d'assurance, portant mention de l'étendue de la garantie, destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

18.5.4 Assurance de garantie

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction et par l'annexe I de l'article A 243-1 du Code des assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

18.5.5 Sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire, et s'il y a lieu ses cotraitants, ne peut s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

Le titulaire ne peut s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

Article 19 Propriété intellectuelle

19.1 Définitions

Les définitions des « résultats » et des « connaissances antérieures » sont celles prévues à l'article 45 du CCAG Travaux.

19.2 Régimes des connaissances antérieures

Conformément à l'article 46 du CCAG Travaux, la conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. L'acheteur, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsque le titulaire du marché incorpore des connaissances antérieures aux résultats et que ces dernières sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire du marché concède, à titre non-exclusif, à l'acheteur et au tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser de façon permanente, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats dans les conditions prévues par l'article 47.2 du CCAG Travaux.

A ce titre, le titulaire du marché s'engage à communiquer à l'acheteur au fur et à mesure du développement du résultat un rapport constitué de la liste complète des connaissances antérieures utilisées en précisant pour chacune d'elles les informations suivantes : nom du composant, nom du ou des auteurs, source (site internet, etc.), régime juridique. Un rapport est remis à l'acheteur avec la livraison finale du « résultat ».

Le titulaire du marché doit également s'assurer qu'il a acquis les droits permettant à l'acheteur de les exploiter dans le cadre du marché. Le cas échéant, les justificatifs utiles doivent être transmis.

19.3 Savoir-faire

La protection du savoir-faire ne peut être opposée à l'acheteur pour l'utilisation des résultats des prestations. Les méthodes et le savoir-faire développés par le titulaire sont compris dans l'accord-cadre.

19.4 Régime des résultats

Les stipulations de l'article 48 du CCAG Travaux sont applicables et font parties intégrantes du présent marché. L'acheteur se réserve le droit de diffuser ou transférer les droits sur les résultats à d'autres opérateurs économiques dans le cadre de la passation ou de la réalisation de contrats publics.

Le prix des droits d'utilisation des résultats est inclus forfaitairement dans le prix du marché.

Par dérogation à l'article 48.3 du CCAG travaux, en raison de la nature des résultats (livrables), l'acheteur n'autorise pas le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés à l'occasion de l'accord-cadre.

Article 20 Différends et litiges

20.1 Différends

20.1.1 Recours gracieux

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché selon les termes du chapitre 8 du CCAG Travaux.

20.1.2 Mémoire en réclamation

Si un différend survient entre le titulaire et le maître d'œuvre, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, le titulaire rédige un mémoire en réclamation.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. Il transmet son mémoire à l'acheteur et en adresse une copie au maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 55.1 du CCAG Travaux, après avis du maître d'œuvre, l'acheteur notifie au titulaire sa décision motivée dans le délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation. Le silence gardé passé le délai de soixante (60) jours fait naître une décision implicite de rejet.

En complément de l'article 12.4.2 du CCAG relatif au décompte général, si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou des réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire de réclamation. Ce désaccord sera réglé conformément aux dispositions contractuelles du présent article.

Par dérogation à l'article 55.1.4 du CCAG, lorsque l'Acheteur n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à la réclamation du titulaire, ce dernier doit, sous peine de forclusion, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la notification de la décision de l'acheteur ou de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet, adresser directement au maître de l'ouvrage, son mémoire de réclamation complémentaire développant les motifs de sa contestation à l'acheteur du marché subséquent.

La décision relative au règlement de ce différend appartient au maître de l'ouvrage, qui dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours pour étudier la réclamation du titulaire.

Si le titulaire n'accepte pas la décision du maître de l'ouvrage, le règlement définitif du différend relèvera des procédures fixées aux articles 55.2 à 55.4 du CCAG.

20.1.3 Traitement des litiges

20.1.3.1 COMITES CONSULTATIFS DE REGLEMENT AMIABLES DES DIFFERENDS

En application du chapitre VII du livre I de la partie II, les parties au présent marché peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 18 du code de la commande publique), le comité consultatif compétent est celui de Lyon.

20.1.3.2 MISSION MINISTERIELLE PME-PMI

Le ministère des armées dispose d'une structure dédiée aux PME. Le mandataire peut éventuellement, en complément de l'assistance apportée par l'interlocuteur mentionné sur la page de garde de l'acte d'engagement, bénéficier de l'assistance de cette entité en la contactant aux coordonnées suivantes :

Tél : 01 42 19 84 02 - Courriel : missionministerielle.pme@defense.gouv.fr

20.1.3.3 MEDiateur DES ENTREPRISES

En cas de différend concernant l'exécution des marchés, il est également possible de saisir le médiateur des entreprises selon les dispositions des articles L. 2197-4, R.2197-23 et 24 du code de la commande publique.

20.2 Contentieux - droit applicable

Le présent marché est soumis au seul droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître de ses litiges.

A défaut de règlement amiable, la procédure contentieuse sera portée devant le Tribunal administratif de Marseille.

Tribunal administratif Marseille

31 rue Jean-François Leca - 13002 Marseille

Tél. : 04 91 13 48 13 – Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Article 21 Résiliation

21.1 Résiliation de l'accord-cadre

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée par l'acheteur. Par dérogation aux articles 50.3 et 50.4 du CCAG Travaux, **la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité.**

21.1.1 Résiliation pour manquement aux obligations légales

En application des articles R.2144-1 à -7 du code de la commande publique, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du code précité ou du refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail conformément aux articles précédemment cités, peut entraîner, par décision de l'acheteur, aux frais et risques du déclarant, les sanctions suivantes la reprise en régie des prestations prévues à l'accord-cadre.

21.1.2 Autres cas de résiliation

La résiliation de l'accord-cadre pourra notamment être prononcée dans les circonstances suivantes :

- ❖ La non-réponse systématique aux précommandes préalables à l'émission d'un bon de commande.
- ❖ L'absence constatée de cinq (5) réponses du titulaire à une demande d'offre dans le cadre de marchés subséquents (tous lots confondus) pourra conduire, sur décision de l'acheteur de l'accord-cadre, à l'exclusion provisoire du titulaire pour une durée minimale d'un (1) an. Après la

levée de cette exclusion provisoire, le titulaire devra, préalablement à toute nouvelle sollicitation, prouver qu'il détient à nouveau toutes les capacités pour répondre à la consultation.

- ❖ Si deux (2) marchés subséquents ont été résiliés sur l'ensemble des lots de l'accord-cadre pour un titulaire donné, l'acheteur de l'accord-cadre pourra prononcer la résiliation de l'accord-cadre pour ce titulaire.

21.2 Résiliation des marchés subséquents

Les clauses du chapitre VII du CCAG s'appliquent.

21.3 Effets de la résiliation

Quelle que soit sa cause, la résiliation du contrat n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations réalisées avant son entrée en vigueur.

Lorsque l'acheteur est à l'initiative de la résiliation, celui-ci s'engage à régler au prestataire les prestations réalisées et les dépenses engagées avant la réception de la lettre de mise en demeure, jusqu'à la date de cessation du contrat, sur justificatifs, sans préjudice de toute autre indemnité qui peut éventuellement être réclamée.

Par ailleurs, chacune des parties restitue à l'autre l'ensemble des éléments qu'elle a pu en obtenir pour l'exécution du contrat et qui sont devenus sans objet du fait de la résiliation.

Pour le lot concerné, les titulaires de rang inférieur dans le classement initial de l'accord-cadre progressent d'un rang, le nouveau classement ainsi formé annule et remplace l'ancien.

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre n'emporte pas la résiliation des marchés subséquents en cours d'exécution, ils peuvent continuer à être régulièrement exécutés. En revanche, il ne sera plus possible de passer d'autres marchés subséquents.

21.4 Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire d'un groupement conjoint

Par dérogation et en complément de l'article 50.1 du CCAG travaux, lorsque le mandataire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire, l'acheteur se réserve la possibilité soit :

- ❖ De prononcer la résiliation pour faute de la totalité de l'accord-cadre ;
- ❖ De laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire ;
- ❖ De prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

Article 22 Langue

Les dispositions de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 modifiée relative à l'emploi de la langue française ainsi que celles de la circulaire du Premier ministre du 6 mars 1997 relative à l'emploi du français dans les systèmes d'information et de communication des administrations et établissements publics de l'Etat s'imposent au présent marché.

De ce fait, tout rapport, toute documentation et toute correspondance relative au présent marché doivent être rédigés en français.

PARTIE 2 – Dispositions propres aux bons de commandes

Les bons de commande passés sur le fondement du présent accord-cadre, émis par l'acheteur ou son représentant dûment habilité, sont notifiés au titulaire à la survenance du besoin et ce pendant toute la durée de l'accord-cadre. Passé ce délai, aucun bon de commande ne pourra plus être notifié au titulaire.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que des bons de commande peuvent être émis en période estivale (mois d'août notamment).

Article 23 Intervenants aux bons de commande

23.1 Représentant de l'acheteur

En application de l'article 5.1 du présent CCAP, le directeur du SID Sud-Est désigne les personnes suivantes habilitées à le représenter pour l'exécution des bons de commandes :

<i>Tâche</i>	<i>Délégation</i>
Signature des bons de commande	<p>Chef de l'USID d'Istres ou chef de bureau de conduite d'opérations (BCO) selon les modalités de délégation en vigueur.</p> <p>Pour les bons de commandes relevant du périmètre de l'Établissement public de l'École de l'air et de l'espace (EPSCP-GE) :</p> <p>Directeur des Services ou son représentant , Directeur Général selon les modalités de délégation en vigueur au sein de l'Établissement.</p>
Signature des ordres de service relevant de la maîtrise d'ouvrage (notamment OS ayant une incidence calendaire et/ou financière)	<p>Chef de l'USID d'Istres ou chef de bureau de conduite d'opérations (BCO) signataire du bon de commande.</p> <p>A défaut son représentant désigné dans le bon de commande.</p> <p>Pour les OS sur bons de commandes relevant du périmètre de l'Établissement public de l'École de l'air et de l'espace (EPSCP-GE) :</p> <p>Directeur des Services ou son représentant, Chef du Service « Infrastructure et moyens généraux » ou son représentant.</p>
Signature de la décision de réception, le cas échéant du service fait	<p>Chef de l'USID d'Istres ou chef de bureau de conduite d'opérations (BCO) signataire du bon de commande.</p> <p>A défaut son représentant désigné dans le bon de commande.</p> <p>Pour les bons de commandes relevant du périmètre de l'Établissement public de l'École de l'air et de l'espace (EPSCP-GE) :</p> <p>Chef du Service « Infrastructure et moyens généraux » ou son représentant.</p>

23.2 Maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est désigné dans le bon de commande. Il est chargé d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat des travaux, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Le maître d'œuvre a délégation pour signer les ordres de services à l'exception de ceux ayant une incidence financière et ou calendaire.

Article 24 Modalités préalables à l'émission d'un bon de commande

Le besoin à satisfaire est défini dans une précommande établie par l'acheteur sous forme de croquis simplifiés et/ou de descriptifs succincts des travaux à réaliser.

Les plans de l'existant sont fournis par l'Acheteur s'ils sont en sa possession, ou réalisés par le titulaire dans le cas contraire si le maître d'œuvre en fait la demande.

La demande spécifie la nature et l'étendue des ouvrages à réaliser.

Il sera précisé dans la demande :

- ❖ La date de commencement souhaitée des travaux, fixée dans le respect de délais de prévenance conformément à l'article 26.2 du présent CCAP ;
- ❖ La date limite d'achèvement ou le délai d'exécution impératif, si nécessaire ;
- ❖ Les ouvrages ou parties d'ouvrages susceptibles de donner lieu à garanties particulières et l'étendue de celles-ci ;
- ❖ Le caractère nécessaire ou non d'une visite spécifique préalable de prévention d'hygiène et de sécurité.

Cette demande de projet de commande est transmise sous toute forme permettant de pouvoir en dater l'origine (demande écrite spécifique, compte rendu de réunion, mail, etc.). A cette fin, **le titulaire s'engage à consulter quotidiennement** (hors week-end et jours fériés) **la ou les adresses mail définies** en phase préparatoire.

Le refus d'une précommande est tacite sans réponse de la part du titulaire concerné dans un délai de deux (2) jours ouvrés sur les coordonnées communiquées dans le mémoire technique.

Etape 0 La procédure commence avec le titulaire de rang 1 de l'accord-cadre sauf exclusion prévue à l'article 28 du présent CCAP.

Etape 1 Si le titulaire accepte les dates de commencement, le déroulé se poursuit avec l'étape 2.
Si le titulaire ne peut réaliser les travaux à la date de commencement souhaité alors l'étape 2 est poursuivie avec le titulaire de rang suivant.
La date de commencement de travaux est fixée dans le respect de délais de prévenance fixé à l'article 26.2 du présent CCAP.

Etape 2 Le titulaire réalise son relevé de chantier et calcule le montant du projet de commande conformément au bordereau des prix du présent accord-cadre.

Etape 3 Un projet de commande, rédigé selon les termes déclinés ci-après, est édité par le titulaire assorti de la date de commencement des travaux. Il est adressé au conducteur d'opération.

Etape 4 Le conducteur d'opération étudie le projet de commande transmis. S'il ne réalise aucune modification, voir étape 6.

Etape 5	Si le conducteur d'opération veut réaliser des modifications, il en informe le titulaire. En cas d'accord, <u>voir étape 6</u> . Si la modification n'est pas acceptée, <u>voir étape 7</u> .
Etape 6	Le représentant de l'acheteur dument habilité formalise le bon de commande et le notifie.
Etape 7	Le conducteur d'opération reprend l'étape 1 avec le titulaire de rang suivant en gardant strictement les quantités imposées au titulaire de rang supérieur. Si celui-ci l'accepte sans aucune modification, la commande est passée avec le titulaire de rang inférieur. Dans le cas contraire, la modification est acceptée avec le titulaire de rang supérieur.

Pour l'établissement du projet de commande, le ou les entrepreneur(s) concerné(s) par les travaux et le conducteur d'opération se rendent, si nécessaire, sur les lieux des travaux à exécuter.

L'acheteur indique également les documents qui doivent accompagner la réception du chantier notamment les notes de calcul des différents ouvrages ; les plans cotés de tous les réseaux extérieurs et intérieurs avec leurs caractéristiques techniques ; les plans de réseaux de courants forts ; les plans de réseaux de courants faibles (alarmes, télévision, téléphone, sonorisation) ; les notices, ainsi que les fiches techniques (définition, typologie, caractéristiques des appareils, fiche de maintenance, feuille de paramétrage et mise en service pour les matériels et matériaux utilisés) ; les procès-verbaux, certifications des équipements mis en place.

Article 25 Forme et teneur des projets de commande

Dans le délai précisé à l'article 26.1 du présent CCAP, le titulaire fournit un projet de commande comprenant l'évaluation H.T. en prix de base des travaux, établie conformément aux stipulations de l'article 11.3 du présent CCAP, le montant de la T.V.A. et le montant TTC.

Il est notamment précisé à ce sujet que l'évaluation H.T. en prix de base prendra la forme d'une proposition de prix forfaitaire après acceptation du projet de commande par l'acheteur.

Le projet de commande mentionnera :

- ❖ Les majorations liées aux sites isolés, dans les conditions de l'article 27 du présent CCAP ;
- ❖ Les éléments ci-après listés, tels que figurant dans le bordereau de prix unitaires et/ou issus de BATIPRIX (valeur à date du projet de commande) :
 - Le numéro de l'article et lettre repère ;
 - Le libellé ;
 - L'unité ;
 - Les quantités ;
 - BATIPRIX par section technique avec les taux de remise de l'opérateur économique.
- ❖ Le coefficient majorateur k de l'entreprise à appliquer sur le(s) prix « déboursés secs » remisé(s) par sections techniques, ce coefficient est représentatif du et du coefficient de bénéfices et aléas ;
- ❖ Le délai d'exécution sur lequel le titulaire s'engage et la date pour le début des travaux, assortis du nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, le cas échéant ;
- ❖ Les éventuelles demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement par acte spécial ;
- ❖ Une fiche descriptive sommaire des travaux, accompagnée de tous les plans nécessaires.

Le projet de commande est accompagné un planning et/ou un délai d'exécution qui engage le titulaire dès la notification du bon de commande.

Article 26 Délais particuliers

26.1 Délai de transmission des projets de commande

Après acceptation de la précommande transmise par le maître d'œuvre, le titulaire dispose d'un délai de 14 jours calendaires pour transmettre en retour son projet de commande réalisé dans les conditions de l'article 25 du présent CCAP.

26.2 Délai de prévenance

Le délai de prévenance, à compter de l'émission du bon de commande, est fixé à :

- ❖ quarante-huit (48) heures pour des travaux d'un montant strictement inférieur à 10 k€ HT ;
- ❖ sept (7) jours calendaire minimum (hors période de préparation) pour des travaux d'un montant entre 10 k€ et 150 k€ HT.

Les délais supra sont les délais minimums que le maître d'œuvre doit laisser au titulaire, délais nécessaires notamment pour tenir compte des éventuels délais de fabrication ou tout autre délai préparatoire.

26.3 Délai d'exécution des bons de commande

Chaque bon de commande précise le délai d'exécution des travaux. Les travaux et leur délai d'exécution. **Le délai d'exécution d'un bon de commande ne peut excéder six (6) mois** hors PP.

Tout bon de commande notifié pendant la période de validité de l'accord-cadre doit être exécuté jusqu'à son terme et peut se poursuivre au-delà de la période de validité de l'accord-cadre dans un délai pouvant aller jusqu'à six (6) mois.

26.3.1 Date de départ du délai

A défaut de précision dans le bon de commande sur la date à laquelle doivent être entrepris les travaux, le point de départ du délai d'exécution est le lendemain de la réception du bon de commande par le titulaire.

Lorsque les travaux faisant l'objet d'une commande sont soumis à une visite préalable de prévention d'hygiène et de sécurité prévue, la date de départ du délai d'exécution de la commande ne peut être antérieure à la date du procès-verbal de la visite.

26.3.2 Période de préparation

Par dérogation aux dispositions des articles 28.1 et 28.2 du CCAG Travaux, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux sont précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque bon de commande.

La période de préparation incluse ou exclue peut durer entre 15 jours (2 semaines) et 2 mois. La durée est précisée lors de la demande émise par l'acheteur sur les prestations et au bon de commande. Lorsqu'il n'y a pas lieu de faire un période de préparation, ceci est stipulé lors de la demande émise par l'acheteur sur les prestations et au bon de commande.

26.3.3 calendrier détaillé d'exécution

S'il y a lieu, durant l'exécution du bon de commande, il est établi en concertation entre l'acheteur et le titulaire un calendrier détaillé d'exécution. Celui-ci est à la charge du titulaire et ne peut en aucun cas modifier le délai global d'exécution du bon de commande.

Article 27 Indemnités sur les sites isolés, à contraintes d'accès ou à conditions de sécurité renforcée

Pour les missions réalisées sur un site « isolé » ou à contraintes d'accès (ex : poste de montagne, sémaphore, relais hertzien isolé, etc.) ou à « sécurité renforcée » (Zone de Défense de Haute Sécurité), une **compensation forfaitaire de 80 € HT par jour, dans la limite de 10% de la commande**, est accordée au titulaire. Cette compensation est exonératoire d'autres compensations pour délai de transport ou de délai de filtrage.

Un listing exhaustif des sites isolés, à contraintes d'accès et à « sécurisé renforcée » est indiqué en annexe 4 du CCAP.

Cette compensation journalière forfaitaire est accordée au titulaire si et seulement si :

- ❖ le déplacement est indispensable à la mission. A ce titre, il a préalablement été validé par l'acheteur ;
- ❖ le déplacement n'est pas justifié par un retard ou manquement imputable au titulaire.

La compensation forfaitaire n'est due qu'une seule fois par site et par jour de travail effectif sur site, y compris préparation de chantier dudit site.

Elle est appliquée sur le montant total du bon de commande.

Article 28 Pénalités spécifiques aux bons de commande

Pénalité pour non réponse à une précommande :

Pour tout refus systématique d'une précommande, **caractérisé par trois refus par semestre**, le maître d'œuvre peut exclure le titulaire de la procédure d'exécution des 3 prochains bons de commande à venir.

En cas de **récidives multiples**, le contrevenant peut se voir exclu définitivement de l'étape 0 prévue à l'article 24 du présent CCAP.

Article 29 Réception des bons de commandes

29.1 Bon de commande inférieur ou égal à vingt-cinq-mille (25 000) euros HT

Par dérogation aux articles 41 et 42 du C.C.A.G Travaux, la procédure de réception n'aura pas lieu. Elle sera remplacée par la certification du bon de commande correspondant à la prestation à réaliser. En cas d'application de pénalités, le montant de celles-ci sera indiqué sur le bon de commande correspondant. Le mandatement des sommes dues vaut notification de la réception et sa date d'effet est celle de la facture. Toute facture (ou mémoire) reçue avant achèvement des travaux est donc retournée au titulaire pour un nouvel envoi en temps opportun

29.2 Bon de commande supérieur à vingt-cinq-mille (25 000) euros HT

Les stipulations du CCAG travaux sont applicables : le procès-verbal des opérations préalables, les propositions du représentant du maître d'œuvre et la décision de réception pouvant toutefois faire l'objet d'une notification unique, par dérogation aux dispositions de l'article 41 du C.C.A.G. Travaux.

Article 30 Modalités de règlement des comptes des bons de commande

Par dérogation aux articles 10.2 et 12.1 du CCAG Travaux, pour les bons de commande dont le délai d'exécution est inférieur ou égal à trois mois, chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement unique sur facture unique effectué à l'issue de l'exécution des prestations.

Pour les bons de commande dont le délai d'exécution est supérieur à trois mois, et par dérogation aux articles 10.2 et à l'article 12.1 du CCAG Travaux, le règlement des comptes fait l'objet de demandes de paiement par factures partielles mensuelles ou trimestrielles. Le montant de ces dernières correspond aux prestations réellement achevées. La demande de paiement est accompagnée de la facture partielle ou totale comportant les éléments de facturation précisés à l'article 12.2.3 du présent CCAP.

PARTIE 3 – Dispositions propres aux marchés subséquents

Le présent accord-cadre donne lieu à la conclusion de marchés subséquents.

A la survenance du besoin, les titulaires sont invités à présenter une offre pour chaque marché subséquent selon le dossier de consultation envoyé.

L'attribution des marchés subséquents est réalisée après remise en concurrence des offres.

Les titulaires de l'accord-cadre sont tenus de répondre, à chaque passation d'un marché subséquent sur le fondement de cet accord-cadre, par la remise d'une offre recevable. L'absence de réponse est pénalisée dans les conditions de l'article 36 du présent CCAP.

Article 31 Pièces contractuelles des marchés subséquents

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les marchés subséquents sont régis par les documents ci-après, cités par ordre de priorité décroissante :

- ❖ Les documents composant le présent accord-cadre ;
- ❖ L'acte d'engagement du marché subséquent et ses éventuelles annexes ;
- ❖ Le cahier des clauses particulières du marché subséquent ;
- ❖ La/les variantes rendues contractuelles ;
- ❖ Le mémoire technique du titulaire, rendu contractuel en tout ou partie, en ce qu'il n'est pas contraire aux documents précités ni aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur.

Article 32 Modalités de passation des marchés subséquents

32.1 Documents de la consultation

L'Acheteur transmet par voie dématérialisée ou par tout moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG, un dossier de consultation comprenant au moins :

- ❖ Une lettre de consultation ;
- ❖ Un acte d'engagement ;
- ❖ Un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) avec éventuellement l'estimation des quantités en avant-métrés ;
- ❖ Un cahier des clauses particulières (CCP) valant pour les clauses administratives et techniques et ses annexes graphiques éventuelles.

32.2 Mode de consultation

L'Acheteur envoie aux titulaires, via la PLACE, ou par tout moyen permettant d'attester la date et heure de réception conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG, une lettre de consultation accompagnée des documents de la consultation.

La lettre de consultation mentionne la date limite de remise des offres ainsi que leurs modalités de transmission à l'Acheteur ainsi que les modalités de négociation. Cette lettre comporte la référence à

l'accord-cadre auquel elle se rapporte ainsi que l'identification de l'acheteur. **Le délai de consultation fixé par l'Acheteur ne saurait être inférieur à quinze (15) jours ni supérieur à quarante-cinq (45) jours.**

Le cahier des charges comporte la description détaillée des prestations à réaliser, la date souhaitée de leur réalisation, leur lieu de livraison ou exécution ainsi que des éléments complémentaires éventuels. Les marchés subséquents peuvent faire l'objet de variantes portant sur la valorisation directe des Certificats d'Economie d'Energie (CEE). Les marchés subséquents peuvent faire l'objet de négociation entre les parties (acheteur et titulaire). Les négociations pourront porter sur le caractère technique et financier de l'offre, la mutualisation des moyens pour un même site, zone géographique (amenée et repli des matériels, déblais et transport vers la décharge, management des équipes, la concentration des moyens et des efforts, etc.).

32.3 Offre des soumissionnaires

Chaque soumissionnaire doit établir une offre technique et financière suivant le formalisme et les délais indiqués dans la lettre de consultation.

Pour chaque marché subséquent, le titulaire reconnaît avoir étudié, pour l'établissement de son offre, de façon approfondie le dossier de consultation et vérifié les données techniques et les éléments quantitatifs du marché.

Il lui appartiendra de signaler en temps utile, obligatoirement avant la remise d'offres, les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis, et de demander les éclaircissements nécessaires.

Il ne peut, en cours d'exécution du marché, se prévaloir d'omissions ou d'imprécisions du cahier des charges pour se dégager du caractère forfaitaire du prix du marché établi avec l'acte d'engagement et solliciter une rémunération supplémentaire. Sauf stipulation contraire explicite, le fait de devoir la pose entraînera la fourniture et le raccordement des matériels.

Le titulaire fournit à l'appui de son offre *a minima* :

- ❖ L'acte d'engagement dûment complété ;
- ❖ Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dûment complété ;
- ❖ Un mémoire technique et achat responsable ;
- ❖ Un planning prévisionnel d'exécution qui pourra être amendé et/ou rendu contractuel : tous les prérequis / contraintes pouvant influencer sur le planning de réalisation doivent être indiqués dans la proposition de réalisation.

Les offres sont transmises par voie électronique suivant les modalités prévues dans la lettre de consultation.

32.4 Examen des offres

32.4.1 Critères de jugement des offres des marchés subséquents

Le classement des offres remises au titre des marchés subséquents est effectué selon les critères de pondération fixés dans chacun des marchés subséquents :

Critères de jugement des offres des marchés subséquents	Pondération
Prix	Entre 55 et 70
Technique	Entre 25 et 35
Achat responsable	Entre 5 et 10

32.4.2 Négociation

La passation des marchés subséquents conclus sur le fondement du présent accord-cadre peut prévoir une négociation.

Les éléments de la négociation seront fixés dans la lettre de négociation et pourront porter sur l'offre (prix, technique) et sur les conditions d'exécution du marché. La négociation ne peut pas modifier les éléments fondamentaux de l'offre du titulaire relative au projet de marché subséquent, les exigences minimales et les critères d'attribution fixés par l'acheteur.

L'acheteur se réserve la possibilité de mener plusieurs phases de négociation successives ou d'attribuer le marché subséquent sur la base des offres initiales sans négociation.

En cas de négociations, l'acheteur négocie avec tous les titulaires.

Les titulaires sont informés par écrit du déroulement de la négociation au moins dix (10) jours calendaires avant la négociation.

Les négociations peuvent avoir lieu sous forme d'échange de lettres, de courriers électroniques et/ou de réunion de négociation selon les modalités précisées dans le courrier de négociation afférent.

32.4.3 Variantes

La lettre de consultation précisera si le marché subséquent fait l'objet de variantes (notamment pour la valorisation directe des CEE) et les modalités afférentes à leur présentation.

Article 33 Intervenants des marchés subséquents

En complément des dispositions de l'article 5.1 du présent CCAP, les intervenants aux marchés subséquents sont les suivants.

33.1 Représentation de l'acheteur

L'EPSCP-GE École de l'air et de l'espace pourra recourir aux marchés subséquents du SID Sud-Est, pour répondre à des besoins spécifiques pris en charge sur son budget propre.

33.1.1 Autorité signataire des marchés subséquents

Conformément à la décision de délégation de signature en matière de marchés publics et accords-cadres du SID Sud-Est, les personnes désignées ci-après peuvent dans la limite de la délégation qui leur est accordée signer les marchés subséquents et les actes et décisions afférentes :

- ❖ le directeur des opérations
- ❖ le sous-directeur des opérations sud
- ❖ le chef de la division investissement
- ❖ le chef de la division gestion du patrimoine
- ❖ le chef de l'USID
- ❖ le chef du bureau de conduite d'opérations

33.1.2 Représentant de la conduite d'opération

Le conducteur d'opération représentant le maître d'ouvrage est désigné dans les pièces particulières du marché subséquent.

33.1.3 Représentant du maître d'œuvre

Le représentant du maître d'œuvre est désigné dans les pièces particulières du marché subséquent. Il a délégation pour signer les ordres de services à l'exception de ceux ayant une incidence financière et / ou calendaire.

33.2 Représentation du titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, le titulaire désigne dans l'acte d'engagement une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

33.3 Autres intervenants

Lors de la passation de chaque marché subséquent passé sur le fondement du présent accord-cadre, l'acheteur stipulera si les prestations nécessitent l'intervention :

- ❖ d'un contrôleur technique, dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978 ;
- ❖ d'un coordonnateur des systèmes de sécurité incendie ;
- ❖ d'un coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé conformément au décret n° 941159 du 26 décembre 1994 ;
- ❖ d'un coordonnateur en matière de cyber sécurité ;
- ❖ d'un interlocuteur chargé de l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination d'autres interlocuteurs.

Pour chacun de ces intervenants, les coordonnées et les missions confiées seront précisées dans les pièces particulières du marché subséquent.

Article 34 Prix des marchés subséquents

34.1 Forme des prix des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus à prix global et forfaitaires.

34.2 Mois d'établissement des prix des marchés subséquents

Les prix du marché subséquent sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre du marché subséquent. Ce mois est appelé M_{0s} « mois zéro du marché subséquent ».

En cas de négociation, les prix du marché subséquent sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois où la négociation a été finalisée et au cours duquel l'entrepreneur a signé sa dernière proposition de prix.

34.3 Variation des prix des marchés subséquents

Les prix du marché sont fermes et actualisables.

34.3.1 Choix des index de référence

Les index d'actualisation des prix sont indiqués dans le cahier des clauses particulières du marché subséquent.

34.3.2 Modalités d'actualisation des prix

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché concerné d'un coefficient donné par la formule $C_n = I(d-3)/I_0$.

dans laquelle I_0 et $I(d-3)$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'index de référence I du marché concerné sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois (3) mois au mois zéro.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Article 35 Modalités de règlement des comptes des marchés subséquents

35.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement du marché subséquent indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire, à ses cotraitants et à leurs sous-traitants, le cas échéant.

35.2 Factures

Par dérogation aux articles 10.2 et 12.1.1 du CCAG Travaux, pour les marchés subséquents dont la durée d'exécution est inférieure à 3 mois, le règlement du marché a lieu sur présentation d'une facture dans les conditions indiquées à l'article 12.2 du présent CCAP.

35.3 Etats d'acomptes

35.3.1 Etablissement des états d'acompte

En application de l'article 12-1-1 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre via CHORUS PRO avant la fin de chaque mois, un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celle-ci. Par dérogation à cet article, ce projet est établi conformément au modèle qui est remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, la notification de l'état d'acompte mensuel par voie dématérialisée (chorus pro) doit intervenir dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la date de demande de paiement mensuelle. Par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux, l'effet de l'actualisation ou de la révision de prix est traité dans un état d'acompte postérieur spécifique dès la connaissance des index de référence définitifs. Si cette notification n'intervient pas dans le délai précité, le titulaire en informe le maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

En cas de sous-traitance, le titulaire joint au projet de décompte, une attestation portant obligatoirement la mention « AUTOLIQUIDATION » et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'auto liquidation.

Pour les sous-traitants d'un groupement et par dérogation à l'article 12.5.1 du CCAG Travaux, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation portant obligatoirement la mention « AUTOLIQUIDATION », jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'auto liquidation.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Le montant des acomptes est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées aux articles L.2192-13, L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-36 du CCP.

35.3.2 Demande de paiement final

Par dérogation à l'article 12.3.4 du CCAG Travaux, en cas de retard dans la transmission du projet de décompte final, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final au frais du titulaire, l'adresse au maître d'ouvrage en mettant en copie le Titulaire.

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG Travaux, le désaccord sur les sommes à payer est réglé selon les prescriptions de l'article 55 du CCAG Travaux dans un délai de 90 jours.

35.3.3 Décompte général – solde

La signature de projet de décompte général prévue à l'article 12.4.2 du CCAG est effectuée électroniquement.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, le délai maximal de notification par le maître de l'ouvrage au titulaire du décompte général est de 120 jours à compter de la date de réception la plus tardive de la demande de paiement finale transmise par le Titulaire aux maître d'œuvre et maître d'ouvrage.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 12.4.2 du CCAG Travaux lorsque la valeur finale des index n'est pas connue à la date d'établissement du décompte général, la révision des prix afférente au solde est notifiée au titulaire dans un délai de 120 jours suivant la publication des index.

Par dérogation à l'article 12.4.4 et 12.4.2 du CCAG Travaux, si dans un délai de 120 jours, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le titulaire adresse un projet de décompte général, conformément à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux au maître d'ouvrage

En l'absence de réserves formulées par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif 120 jours suivants sa réception.

Par dérogation aux articles 55.1.2 et -3 du CCAG Travaux, le désaccord sur les sommes à payer est réglé selon les prescriptions de l'article 55 dans un délai de 90 jours.

35.3.4 Transmission dématérialisée des projets de décompte

Le titulaire adresse ses projets de décompte de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante :



Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des demandes de paiement. Ainsi, le titulaire économise les coûts d'édition et d'envoi postal des demandes de paiement et peut suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des demandes de paiement sont disponibles directement sur le site, soit en posant une question à l'assistant virtuel, soit en contactant l'assistance utilisateurs (via un formulaire en ligne).

Le projet de décompte précise :

- Le numéro de marché*
- La référence de l'engagement juridique (n° d'EJ)*
- L'identifiant de l'émetteur (nom, raison sociale, adresse complète, SIRET fournisseur)
- L'identifiant du SID SE (SIRET 130 001 902 002 74)
- Le code du Service Exécutant (code SE) cité dans l'annexe à l'acte d'engagement : D10711F069_xxx pour le SID Sud-Est
- Le code service de la structure **cité dans l'annexe à l'acte d'engagement**
- Pour les projets de décompte relevant de son périmètre : l'identifiant de l'Établissement public de l'École de l'air et de l'espace (EPSCP-GE) (SIRET 130 024 540 000 10)

Nota : pour des raisons pratiques de traitement des demandes de paiement, il est demandé au titulaire de respecter les modalités de nommage des fichiers ci-dessous :

Document	Règle de nommage	Exemple
Projet de décompte mensuel / final du titulaire / mandataire	n° marché-TF/TOX (le cas échéant)-PDMX-M	21MS001-TF-PDM1-M
Projet de décompte mensuel / final du cotraitant	n° marché-TF/TOX-PDMX-C	21MS001-T01-PDM2-C
Demande de paiement du sous-traitant	n° marché-TF/TOX(le cas échéant)-FACT-ST	21MS001-TO2-FAC-ST
Etat d'acompte titulaire / mandataire	n° marché-TF/TOX(le cas échéant)-EAX-	21MS001-TF-EA1-M
Etat d'acompte cotraitant	n° marché-TF/TOX(le cas échéant)-EAX	21MS001-TO2-EA1-C
Projet de décompte général	n° marché-PDG	21MS001-PGD
Décompte général	n° marché-DG	21MS001-DG
Décompte général signé	n° marché-DGD	21MS001-DGD

34.3.5 Cas de résiliation du marché

En cas de résiliation du marché, le décompte de liquidation, se substitue au décompte général établi en application de l'article 3.1 « décompte général-solde » du présent CCAP et signé électroniquement.

Article 36 Avance des marchés subséquents

Par application de l'article 10.1 option A du CCAG Travaux, une avance est versée au titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'AE (MS), dans les conditions de l'article R.2191-3 et suivants du CCP modifié.

Le taux de l'avance est fixé dans l'acte d'engagement du marché subséquent ainsi que le délai de paiement de l'avance.

Les dispositions du code de la commande publique prévues aux articles R.2191-6 à 9 relatives aux modalités de calcul du montant de l'avance ainsi que celles des articles R.2191-11 et 12 relatives aux modalités de remboursement de l'avance s'appliquent.

Article 37 Délai d'exécution – Pénalités – Primes et retenues des marchés subséquents

37.1 Délai d'exécution des marchés subséquents

Le délai d'exécution des marchés subséquents est défini dans les pièces particulières du marché subséquent. Ce délai ne peut être supérieur à douze (12) mois.

Le délai précise le cas échéant la durée de la période de préparation comprise ou non comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Par dérogation aux dispositions des articles 28.1 et 28.2 du CCAG Travaux, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux sont précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque marché subséquent.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG TX, la période de préparation incluse ou exclue peut durer entre 15 jours (2 semaines) et 2 mois. La durée est précisée lors de la remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre. Lorsqu'il n'y a pas lieu de faire une période de préparation, ceci est stipulé au marché subséquent.

S'il y a lieu, durant la période de préparation du marché subséquent, il est établi en concertation entre l'acheteur et le titulaire un calendrier détaillé d'exécution. Celui-ci est à la charge du titulaire et ne peut en aucun cas modifier le délai global d'exécution du marché subséquent.

Un ordre de service fixe la date de démarrage de la période de préparation et / ou des travaux.

37.2 Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents

37.2.1 Modalités d'ordre général

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG, en dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG, la prolongation du délai d'exécution pourra également résulter d'une décision du RPA.

37.2.2 Fermeture de site

Les modalités liées à la fermeture d'un site seront spécifiées dans les pièces particulières du marché subséquent d'il y a lieu.

37.2.3 Intempéries

En application du dernier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux, ou sous réserve que la nature des travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent se dérouler.

A défaut de mentions spécifiques dans le CCP du marché subséquent, les intensités retenues sont celles déclinées au paragraphe 11.3.1 de la première partie du présent CCAP.

Suivant les conditions climatiques locales, ces dispositions pourront être modulées à l'occasion de chaque marché subséquent.

Conformément à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, seules les intempéries entraînant un arrêt de travail sur les chantiers réellement constaté seront prises en compte pour une prolongation de délai.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météo la plus proche du lieu d'exécution des prestations qui sera précisée au marché subséquent.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

37.2.4 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lors de l'exécution des prestations objet des marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre, les dispositions de l'article 53.3 du CCAG sont applicables.

37.3 Pénalités

En complément des pénalités fixées à l'article 13 du présent CCAP, les pénalités suivantes pourront être appliquées dans le cadre de l'exécution des marchés subséquent

37.3.1 En cas de non réponse à une consultation d'un marché subséquent

En cas d'absence de réponse à une consultation pour un marché subséquent ou de remise d'une offre irrégulière, inappropriée ou inacceptable, il sera appliqué une pénalité de 500 € (cinq-cents euros). Une décision de mise en pénalité sera alors émise à l'encontre du titulaire. Le montant de la pénalité sera retenu sur le marché subséquent suivant dont le titulaire serait déclaré attributaire, le cas échéant fera l'objet d'un titre de perception.

37.3.2 En cas de non réalisation des heures d'insertion

Dans le cas où le marché subséquent prévoit pour son exécution des heures d'insertion sociale, une pénalité de 30 € par heure d'insertion non réalisée sera appliquée.

37.4 Retenue pour retard dans la remise des documents conformes à l'exécution

Conformément à l'article 19.3 du CCAG, une retenue provisoire est opérée jusqu'à la remise des documents par le titulaire après exécution. Le montant de cette retenue est fixé dans le cahiers des clauses particulières du marché subséquent sans que celui-ci ne puisse dépasser 10 000€.

Les sommes ainsi retenues ne seront libérées qu'après vérification de la conformité des documents aux prescriptions du présent article et aux modalités de présentation de ces documents prévues aux pièces techniques. Cette retenue provisoire peut être transformée en retenue définitive s'il n'est pas donné suite à une mise en demeure de l'acheteur.

Article 38 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

38.1 Provenances des matériaux et produits

Le CCP(MS) fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutive du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Lorsqu'une spécification technique est définie notamment par référence à une norme ou à un label, le titulaire prouve, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un (1) mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause d'équivalence est invoquée sans respecter le délai d'un (1) mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt de chantier.

38.2 Caractéristiques, qualités et vérification des matériaux et produits

Le CCP(MS) définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG, du CCTG et du CCTP du présent concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants

de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le projet de commande ou CCP(MS) précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseur ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre.

Article 39 Implantations des ouvrages

39.1 Plan général d'implantation

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG, le plan général d'implantation des ouvrages est communiqué au titulaire lors de la période de préparation.

39.2 Piquetage général

Pour les opérations comprenant un piquetage général ce dernier est effectué par le titulaire et soumis à l'acceptation du maître d'œuvre avant le commencement des travaux.

Le piquetage général est effectué par le titulaire, à sa charge et contradictoirement avec la maîtrise d'œuvre avant le commencement des travaux pour les qui seront déterminés dans chaque marché subséquent concerné.

39.3 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

En cas de besoin, les indications nécessaires à ce piquetage spécial sont précisées sur chaque bon de commande ou marché subséquent.

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à réaliser est effectué en même temps que le piquetage général dans les conditions 27.3 du CCAG Travaux.

Article 40 Exécution, contrôle et réception des travaux

Les modalités relatives aux réunions de chantier ou aux horaires de travaux sont définies les pièces du marché subséquent.

Les marchés subséquents préciseront, le cas échéant, les dispositions relatives aux essais et contrôle des ouvrages en cours d'exécution. Par défaut, les dispositions de l'article 24.4 du CCAG Travaux s'appliquent.

Sauf mention dans le marché subséquent, les dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux s'appliquent pour la réception des marchés subséquents.

Les marchés subséquents pourront prévoir la prise de possession anticipée de certains ouvrage ou partie d'ouvrage en respectant les dispositions prévues à l'article 42.2 du CCAG.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de disposer, sans en prendre possession, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages non encore achevés et désigné(e)s au CCTP du marché subséquent.

La mise à disposition de ces ouvrages se fera dans les conditions fixées à l'article 43 du CCAG.

Article 41 Dérogations

Clause du CCAP	Article(s) du CCAP	Article(s) du CCAG
Ordre des documents contractuels	Art. 1	Art. 4.1
Représentation du titulaire	Art. 5.2.1	Art. 3.4.1
Révision provisoire	Art. 11.5.5	Art. 11.2.1
Pénalités	Art. 13.1 et 13.2	Art. 19.2, 19.2.1, 19.2.2, 19.2.4
Approvisionnements	Art. 15	Art. 10.4
Régime des résultats	Art. 19.4	Art. 48.3
Mémoire en réclamation	Art. 20.1.2	Art. 55.1 et 55.1.4
Résiliation	Art. 21.1	Art. 50.3 et 50.4
Groupement conjoint	Art. 21.4	Art.50.1
Période de préparation	Art. 26.3.2	Art. 28.1 et 28.2
Réception bons de commande ≤ 25 000 € HT	Art. 29.1	Art. 41 et 42
Réception bons de commande > 25 000 € HT	Art. 29.2	Art. 41
Règlement des comptes des bons de commande	Art. 30	Art. 10.2 et 12.1
Ordre de priorité pièces contractuelles MS	Art. 31	Art. 4.1
Représentation du titulaire	Art. 33.2	Art. 3.4.1
Factures pour MS	Art. 35.2	Art. 10.2 et 12.1.1
Etats d'acompte	Art. 35.3.1	Art. 12.2.1, 12.2.2, 12.5.1
Demande de paiement final	Art. 35.3.2	Art. 12.3.4, et 55.1.2
Décompte général	Art. 35.3.3	Art. 12.4.2, 12.4.4, 55.1.2 et 55.1.3
Délai d'exécution MS	Art. 37.1	Art. 28.1 et 28.2
Prolongation du délai d'exécution MS	Art. 37.2.1	Art.18.2.1
Implantation des ouvrages	Art. 39.1	Art. 27.1